

LA MONTÉE DES DROITES EXTRÊMES EN EUROPE

Pascal Perrineau

S.E.R. | Études

2002/12 - Tome 397
pages 605 à 613

ISSN 0014-1941

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-etudes-2002-12-page-605.htm>

Pour citer cet article :

Perrineau Pascal, « La montée des droites extrêmes en Europe »,
Études, 2002/12 Tome 397, p. 605-613.

Distribution électronique Cairn.info pour S.E.R..

© S.E.R.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La montée des droites extrêmes en Europe

PASCAL PERRINEAU

1. L'Autriche, où le FPÖ de Jörg Haider a été associé au parti conservateur de l'ÖVP au sein du gouvernement dirigé par Wolfgang Schäussel; l'Italie, où la Ligue du Nord de Umberto Bossi est associée à l'Alliance Nationale et à Forza Italia dans le gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi; les Pays-Bas, où la liste Pim Fortuyn a été brièvement associée aux chrétiens-démocrates du CDA et aux libéraux du VVD dans un gouvernement dirigé par Jan Peter Balkenende. La poussée électorale de ces formations a été sensible en Autriche (26,9 % pour le FPÖ en 1999), en Belgique (9,9 % pour le Vlaams Blok et 1,5 % pour le Front national en Belgique en 1999), au Danemark (12 % pour le Dansk Folkeparti et 0,6 % pour le Parti du Progrès en

EN cette fin d'année 2002, le balancier politique de l'Europe s'est nettement déplacé vers la droite. Les socialistes ne sont plus au pouvoir que dans quatre des quinze gouvernements des pays membres de l'Union européenne (Allemagne, Grande-Bretagne, Grèce, Suède). Ils sont insérés dans des gouvernements de coalition avec la droite en Belgique et en Finlande (un gouvernement dirigé par un libéral en Belgique, un gouvernement dirigé par un socialiste en Finlande). Dans les neuf autres pays, c'est la droite qui gouverne. Cette « vague bleue » ne doit cependant pas être interprétée comme le signe d'une montée irrésistible de la droite extrême.

Certes, dans nombre de pays, les dernières élections législatives et présidentielles ont montré une dynamique de partis populistes, nationalistes parfois d'extrême-droite, et ceux-ci ont trouvé des débouchés gouvernementaux dans trois pays¹. Indépendamment de ces pays de l'Union européenne, des mouvements similaires ont été enregistrés en Norvège, où le Parti du Progrès de Carl Hagen a rassemblé 14,7 % des suffrages aux législatives de 2001, et en

2001), en France (16,9 % pour Jean-Marie Le Pen et 2,3 % pour Bruno Mégret à l'élection présidentielle d'avril 2002, 11,3 % pour le FN et 1,1 % pour le MNR aux législatives de juin) et aux Pays-Bas (17 % pour la liste Pim Fortuyn en 2002).

2. Sur la diversité de ces populismes et sur la notion de « national-populisme », on pourra se reporter à Pierre-André Taguieff, *L'Illusion populiste*, Berg International, 2002 (particulièrement p. 125-145).

Suisse, où l'UDC-SVP de Cristoph Blocher a atteint 22,5 % des voix aux législatives de 1999. Sans conteste, derrière la « vague bleue » se profile ici et là une montée de populisme protestataire ou identitaire (national-populisme)². Cependant, celle-ci ne doit pas être confondue avec la première. Ni le Parti Populaire de José Aznar en Espagne, ni le CDS-PP de Paulo Portas au Portugal, ni la CDU-CSU d'Edmund Stoiber en Allemagne, ni Forza Italia de Silvio Berlusconi, ni même l'Alliance Nationale de Gianfranco Fini en Italie, ne peuvent être amalgamés à des formations de droite extrême. Ce sont des partis conservateurs qui s'apparentent davantage à une droite libérale qu'à une droite extrême.

La diversité des droites extrêmes

Et d'ailleurs, même ces droites extrêmes, qui charrient les messages du populisme et du nationalisme, sont diverses. Umberto Bossi, Jean-Marie Le Pen, Pim Fortuyn ou encore Carl Hagen ne partagent ni le même credo politique, ni les mêmes origines. La Ligue du Nord de Umberto Bossi est l'exutoire politique d'une périphérie régionale aisée, qui s'est posée en s'opposant au centralisme romain et à un Etat central accusé d'être trop généreux avec le Mezzogiorno. Jean-Marie Le Pen joue sur la nostalgie d'un nationalisme de rétraction et d'exclusion, et des valeurs d'ordre moral et d'autorité qui ont peu de choses à voir avec la LPF créée par Pim Fortuyn, dont l'homosexualité affichée était en accord avec le libéralisme culturel néerlandais. Enfin, le FRP de Carl Hagen est, comme beaucoup de partis du Progrès scandinaves, une formation née en réaction à l'hypertrophie de l'Etat-providence dans nombre de pays d'Europe du Nord.

Tous ces mouvements sont différents, et l'une des manifestations les plus évidentes de cette diversité est la difficulté qu'ils ont à cohabiter sur le plan européen. Depuis deux législatures, il n'y a plus de groupe européen des droites extrêmes au Parlement de Strasbourg. En 1984, Jean-Marie Le Pen avait réussi à diriger un petit groupe (le groupe des droites européennes) organisé autour du FN et du MSI italien. En 1989, il avait renouvelé l'expérience, mais en se séparant du MSI qui s'opposait aux Republikaner allemands sur la question du Haut Adige. Il

3. Sur ce point, on pourra très utilement se reporter à Jocelyn A.J. Evans et Gilles Ivaldi, « Les dynamiques électorales de l'extrême-droite européenne », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1019, mai-juin/juillet-août 2002, p. 67-83.

présida aux destinées d'un groupe qui comprenait dix députés du FN, six Republikaner et un député du Vlaams Blok. Depuis 1994, l'extrême-droite n'a pas réussi à constituer un groupe et est actuellement éclatée entre plusieurs groupes au Parlement européen : l'Union pour l'Europe des Nations, présidée par Charles Pasqua, et qui réunit des « souverainistes » — parmi lesquels un député du Dansk Folkeparti et le groupe des non-inscrits où siègent, entre autres, les cinq députés du FN, les cinq députés du FPÖ, les deux députés du Vlaams Blok et les trois députés de la Ligue du Nord. En dépit de cet éclatement et de l'éternelle difficulté des nationalistes à dégager des solidarités internationales, ces forces partagent quelques traits communs³.

De quelques invariants

Indépendamment de références doctrinales hétéroclites et parfois relativement floues, en dépit d'itinéraires politiques variés, ces diverses formations sont caractérisées par un fonctionnement partisan centralisé sous l'autorité de chefs charismatiques, par un recours fréquent à la démagogie populiste, et enfin par quelques thèmes centraux et récurrents dans leur argumentation politique. Parmi ceux-ci, on retrouve très souvent : une forte sensibilité xénophobe, qui se traduit par un recours fréquent aux thématiques « anti-immigration » ; une composante autoritaire affirmée, particulièrement explicite sur le terrain de « la loi » et de « l'ordre » ; un programme économique composite, faisant la synthèse du néo-libéralisme des années 80 et du protectionnisme des années 90 ; et, enfin, un usage immodéré du discours « anti-système » de dénonciation des « élites venues d'en haut ».

Nombre de ces thèmes ont été utilisés en d'autres temps par des forces politiques peu attachées à la démocratie représentative. Un amalgame direct et général avec le fascisme de l'entre-deux-guerres serait cependant ambigu et même faux. Les partis fascistes des années 20 et 30 sont nés dans un contexte de crise économique et sociale très profonde (la grande dépression de 1929), dont on ne connaît pas l'équivalent aujourd'hui. Ils se sont développés également grâce aux frustrations nées de la première guerre mondiale : frustration de vaincu humilié en Allemagne,

frustration de vainqueur négligé en Italie. Aujourd'hui, ni la misère économique et sociale, ni les traumatismes d'un conflit long et sanglant ne sont au rendez-vous en Europe. Ces partis fascistes étaient également des partis totalitaires, considérant qu'un parti unique devait dominer l'ensemble de la société et l'organiser de haut en bas. Le FPÖ, le FN, les Republikaner, la LPF ou encore la Ligue du Nord ne préconisent pas une telle sortie du régime de la démocratie pluraliste. Les partis de l'entre-deux-guerres pratiquaient le *Führerprinzip* ou le culte du Duce; le rôle central du chef des partis nationaux-populistes d'aujourd'hui est très en deçà. Aucune formation actuelle, enfin, ne recommande soit une intervention massive de l'Etat dans l'économie — comme le firent les nazis et les fascistes —, soit une organisation corporatiste de la société. La réalité d'aujourd'hui ne peut être regardée avec des lunettes d'hier, car le risque serait alors de ne pas saisir l'élément de modernité qui caractérise les extrêmes-droites contemporaines.

A se focaliser sur les filiations, on risque de passer à côté de ce qui fait l'ampleur et l'originalité d'un phénomène politique nouveau. D'ailleurs, il est intéressant de constater que les vieilles extrêmes-droites de type fasciste qui subsistent en Europe sont exsangues. Ni l'extrême-droite espagnole, la plupart du temps engluée dans la nostalgie du franquisme défunt, ni le MSI-Flamme Tricolore, héritier du fascisme mussolinien, ni l'extrême-droite grecque, peu oublieuse du régime des Colonels, ne rencontrent un quelconque écho électoral. Elles ont toutes sombré dans la marginalité électorale. En revanche, quand des héritiers plus ou moins lointains de ces anciennes formations se saisissent des problèmes actuels, leur succès peut être spectaculaire. Le FPÖ en Autriche, le FN en France, le Dansk Folkeparti au Danemark, le Fremskrittspartiet en Norvège ou encore la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, ont tous largement dépassé la barre des 10 % et même, en Autriche, celle des 20 % de suffrages.

I Malaise dans la modernité

En 1930, Sigmund Freud avait remarquablement montré comment « le malaise dans la culture⁴ » était à l'origine d'un déchainement collectif des idéologies mortifères

4. Sigmund Freud, *Le Malaise dans la civilisation*, PUF, coll. Quadrige, 1995

en Europe. La culture européenne, édifiée comme toute culture sur du renoncement pulsionnel, lui semblait être saisie d'un profond malaise et ne plus pouvoir entraver l'épanouissement d'une véritable pulsion d'agression et même de mort. Plus de soixante-dix ans plus tard, l'analyse du père de la psychanalyse reste valable. Mais il faut ajouter à cette explication d'ordre psychologique une explication sociologique, qui s'enracine dans un profond malaise de notre modernité. Celle-ci est à la fois économique, socio-culturelle et politique.

Sur le plan économique, des pans entiers du capitalisme industriel ont disparu, pour laisser place à un capitalisme de type post-industriel. Dans toutes nos économies, le dépérissement de la société industrielle laisse place à l'explosion d'une économie de services, à une fracture sur le marché du travail, à l'apparition d'une « société duale » où les emplois peu qualifiés, précaires, marginaux sont dévolus aux « gens d'en-bas ». Pour ceux-ci, la société duale se traduit par la disparition de ce qui faisait sens dans la société industrielle. Les capitalismes industriels à forte régulation étatique avaient accouché d'une société de classes homogènes qui suscitait des sentiments d'appartenance durable à des milieux sociaux (la classe ouvrière, la paysannerie, la bourgeoisie), à des idéologies (la droite, la gauche), à des familles politiques (le parti communiste, la social-démocratie, la démocratie-chrétienne, le bloc conservateur). Ce monde où de fortes allégeances se reproduisaient est mort. Par exemple, dans le cas français, les deux univers de gauche et de droite — l'un articulé autour du PC et de la « contre-société communiste », l'autre autour de l'Eglise catholique et de son tissu associatif — ont disparu, provoquant un immense sentiment d'abandon.

Sur ces décombres d'un vieux monde qui meurt ont fleuri toutes sortes d'angoisses et de nostalgies. Jean-Marie Le Pen, Jorg Haider, Filip Dewinter et d'autres ont su les repérer, les porter, les traduire et leur trouver un exutoire électoral. Cet écho est particulièrement fort dans le groupe ouvrier, qui était un acteur central du développement du capitalisme industriel. Depuis le début des années 90, la poussée électorale des extrêmes-droites dans le monde ouvrier, jusqu'alors chassée gardée de la gauche social-démocrate et communiste, a été générale en Europe. Le FN,

le FrP norvégien, le Vlaams Blok flamand, l'extrême-droite allemande (Republikaner, DVU, NPD), le FPÖ autrichien, ont tous connu une prolétarianisation prononcée de leur électorat. C'est ainsi que les angoisses provoquées par le délitement du capitalisme industriel ont apporté à l'extrême-droite européenne des contingents d'électeurs ouvriers qui sont venus étayer les troupes électorales traditionnelles, moins nombreuses, issues de la petite-bourgeoisie (artisans, commerçants, petits entrepreneurs, travailleurs indépendants).

Cette « alliance de la boutique et de l'atelier » est au cœur des formules électorales gagnantes de l'extrême-droite européenne. Celle-ci a su, au cours des années 90, infléchir son programme et ses orientations idéologiques pour s'adresser à ces deux clientèles. A une classe ouvrière nostalgique d'un capitalisme industriel d'assistance et menacé par un capitalisme post-industriel, davantage libéral et individualiste, les partis d'extrême-droite offrent le plus souvent un Etat protecteur, participant à la redistribution des richesses, à la réduction des inégalités, et réservant les mécanismes de l'Etat-providence aux seuls nationaux. Ce « chauvinisme de l'Etat-providence » rencontre souvent un grand écho dans des milieux ouvriers déstabilisés par la concurrence des travailleurs étrangers sur le marché de l'emploi et l'amenuisement des ressources de l'Etat-providence. A une petite-bourgeoisie indépendante, l'extrême-droite offre, de manière plus classique, un Etat recentré sur ses fonctions régaliennes, porteur de « la loi et de l'ordre », et un programme aux accents antifiscalistes, souvent démagogiques.

I Une « société ouverte » déstabilisante

Sur le plan social et culturel, la modernité s'incarne avant tout dans l'affirmation, chaque jour croissante, de ce que l'on pourrait appeler une « société ouverte »⁵. L'ouverture qui touche toutes les sociétés européennes, et bien au delà, est : économique, liée à la globalisation des échanges économiques et financiers ; politique, avec la construction de l'Europe, le développement du supra-national par rapport à l'inter-étatique sur le plan des relations internationales ; culturelle et sociale, avec l'accentuation des flux migratoires, la mobilité croissante des populations et le

5. Sur ce point, on pourra se reporter à Pascal Perrineau, dir., *Les Croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes-droites*, Ed. de l'Aube, 2001.

caractère de plus en plus pluriculturel de nos sociétés. Face à cette triple ouverture, deux types de réactions : nombre d'individus, issus des classes supérieures et des classes moyennes, ne ressentent que les aspects positifs de ces ouvertures ou pensent qu'à terme ils en seront les bénéficiaires ; en revanche, beaucoup d'individus ayant un faible niveau d'études, situés au bas de l'échelle sociale, ne disposant pas des grilles de lecture pour comprendre ce qui change, voient avec anxiété se défaire leur univers de référence, c'est-à-dire la société stable et relativement close des générations qui les ont précédés. Ils se rassemblent alors derrière les chantages de la « société fermée » que sont les leaders de l'extrême-droite moderne. Ceux-ci, bien mieux que d'autres, savent exploiter ces angoisses et ces inquiétudes : c'est le FPÖ de Jorg Haider menant la charge contre les « envahisseurs » hongrois, slovénes ou tchèques ; c'est Le Pen dénonçant « l'euromondialisme », le « cosmopolitisme », et réclamant la sortie de l'Europe et de l'euro ; c'est Pia Kjaersgaard glorifiant l'homogénéité du Danemark, « qui n'a jamais été et ne doit pas devenir une terre d'immigration ».

Tous ces leaders s'accordent sur le diagnostic des « méfaits » de la société ouverte, sur la nécessité d'arrêter le processus et de revenir en arrière vers des sociétés davantage « fermées ». On a vu ainsi apparaître dans nombre de pays européens un nouveau clivage, qui n'a pas grand-chose à voir avec le traditionnel clivage gauche-droite, manifesté pour la première fois en France lors du référendum de 1992 sur l'approbation du traité de Maastricht, et qui a divisé le corps électoral en deux parts à peu près égales. Ce clivage oppose ceux qui s'adaptent à la mondialisation, à la construction européenne, à la société multiculturelle, et ceux qui croient se mettre à l'abri de ces changements en cadenassant les frontières et en prônant des modèles de « sociétés fermées ». L'extrême-droite, avec sa longue tradition de « nationalisme de fermeture », a bien compris qu'elle était mieux placée que d'autres familles politiques pour exploiter ce malaise essentiel de notre modernité sociale et culturelle. En Europe de l'Est, parmi les pays candidats à l'Union européenne, on observe d'ailleurs le même phénomène. Un clivage oppose ceux pour qui l'Europe incarne un grand rêve et l'arrimage définitif à une communauté démocratique, et les nostalgiques du national-communisme prêts à tomber dans les filets d'ultra-

nationalistes comme le Roumain Corneliu Tudor (PRM), le Tchèque Miroslav Sladek (RMS), le Hongrois Istvan Czurka (MIEP), le Polonais Andrzej Lepper (Samoobrona) ou encore le Serbe Vojislav Seselj.

La crise de la représentation politique

Enfin, dernier élément de crise de la modernité qui nourrit la dynamique des extrêmes-droites : le malaise démocratique. Dans sa lumineuse histoire politique de la religion, Marcel Gauchet avait démontré comment le « désenchantement du monde⁶ » ne touchait pas seulement la sphère religieuse, mais, plus globalement, tous les systèmes de représentation rendant compte du devoir-être collectif en devenir et donc les idéologies politiques. Cette ruine des systèmes de représentation prétendant à la connaissance et au contrôle du devenir a entraîné une perte des repères politiques et une crise profonde de la représentation politique. Celle-ci est générale en Europe, mais certains pays connaissent un malaise plus profond, dû au fait que la représentation politique ne parvient plus à figurer la diversité, la nouveauté et la complexité des clivages qui traversent les sociétés⁷. Ce malaise semble atteindre son point d'orgue dans les systèmes où le conflit politique a perdu de son sens, où gauche et droite donnent parfois l'impression de s'accorder sur l'essentiel, où les principales formations politiques se répartissent, dans un quasi-consensus institutionnel, les dépouilles du pouvoir. Ce système est parfois allé très loin et a été institutionnalisé en « démocratie consociative⁸ », selon Arend Lijphart. Dans ces pays où la « démocratie de consensus » est devenue un véritable système — la *Proporz* en Autriche, la « concordance » en Suisse, la « pilarisation » (*Verzuiling*) et la partitocratie en Belgique et aux Pays-Bas —, les droites extrêmes et/ou populistes ont un espace pour récupérer les mécontentements et les oppositions au *statu quo*.

Lorsque les citoyens se disent : « La société change, mais le système de répartition du pouvoir et les élites sont inamovibles », les populistes protestataires et identitaires passent pour les seuls vrais opposants. En France, une version dégradée de cette « démocratie du consensus », la cohabitation, a produit les mêmes effets et a propulsé, au

6. Marcel Gauchet, *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Gallimard, 1985.

7. Comme l'écrit Marcel Gauchet dans *Le Désenchantement du monde*, le conflit comme forme axiale du rapport politique requiert que « l'antagonisme porte au moins virtuellement sur l'ensemble du fait collectif et qu'il s'ancre dans le discord civil, qu'il représente sur la scène politique une dissension ou un faisceau de dissensions inhérentes à la marche même des relations nouées entre individus et groupes » (p. 282, *op. cit.*).

8. A partir d'un travail sur le système politique néerlandais, Arend Lijphart a inventé cette notion de « démocratie consociative », qui se définit par le gouvernement d'un cartel d'élites politiques essayant de transformer une démocratie à la culture politique fragmentée en démocratie stable. Les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche et la Suisse ont souvent été considérés comme les plus fidèles incarnations de ce modèle. Cf. Arend Lijphart, Julian Thomas Hottinger, « Les démocraties consociatives », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 4, n° 3, 1997, p. 529-697.

second tour de l'élection présidentielle, un Jean-Marie Le Pen héraut d'une opposition radicale au « système » et à « l'Etablissement ». Ces formations « hors système » peuvent ainsi atteindre des niveaux records, retombant d'ailleurs aussitôt qu'ils intègrent le système, comme on le voit actuellement aux Pays-Bas ; et c'est le cas aussi pour le FPÖ depuis son entrée au gouvernement, en février 2000, aux côtés des conservateurs de l'ÖVP. En revanche, dans les pays qui ont su éviter le modèle de la « démocratie de consensus », l'espace laissé vacant pour les entreprises de droite extrême est plus ténu, car il existe une véritable alternance entre de grands partis de gauche et de droite, avec une droite qui occupe tout l'espace des droites et qui ne laisse pas le terrain de l'immigration ou de la sécurité à l'extrême-droite. Hier le parti Conservateur de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, aujourd'hui la CDU-CSU d'Edmund Stoiber en Allemagne, ou encore le Parti Populaire de José Maria Aznar en Espagne, ont bien compris le parti que pouvait tirer l'extrême-droite d'un laxisme sur le terrain de l'immigration clandestine, sur celui de « la loi et de l'ordre », ou encore d'un confusionnisme politique entre droite et gauche.



La montée des droites extrêmes en Europe n'est pas un phénomène inéluctable. Certes, à l'heure où la politique se désacralise et se désenchante, certains nourrissent la nostalgie des vieilles passions révolutionnaires ou ultra-réactionnaires qui animaient, il y a encore quelques décennies, l'espace politique. Mais, comme le rappelait récemment Marcel Gauchet⁹ : « L'enchantement de la politique a été le cauchemar du xx^e siècle. » La résurgence, ici et là, d'extrémismes de droite ou de gauche n'est souvent que l'écho d'un désenchantement et de la difficulté d'assumer une politique « désenchantée », « modeste », mais aussi et surtout moderne.

PASCAL PERRINEAU*

Professeur des Universités

Directeur du Centre d'Etude de la Vie Politique Française

9. Marcel Gauchet, « Le double refus du religieux et du politique », Entretien, *Le Figaro*, 29 juillet 2002, p. 23.

* Pascal Perrineau a dirigé *Les Croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes-droites*, Editions de l'Aube, 2001.